



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE**

**ARRÊTÉ N° 2024/02595 du 25 juillet 2024**

**portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement**

**SCUC ECHAT OUEST**

**sise 14, rue Thomas Edison / rue Esquirol à Créteil**

La Préfète Val-de-Marne  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et L.511-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mai 2024 établi à la suite de la visites d'inspection, effectuée sur le site le 14 mars 2024, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le courrier préfectoral en date du 13 juin 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue du délai fixé par le courrier du 13 juin 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par DALKIA sur le territoire de la commune de Créteil est un établissement comportant une installation classée pour la protection de l'environnement, relevant de la rubrique n°2910-A-1, soumis à l'enregistrement, dont les risques et les nuisances sont réglementés par les arrêtés ministériels susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que durant sa visite, l'inspection a constaté l'absence :

- de justification de la conformité de l'installation à l'arrêté ministériel ;
- de consignes d'exploitation écrites ;
- de mesures des rejets atmosphériques en continu ;
- des procédures d'assurance qualité et de vérification annuelle.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des inobservations aux dispositions prévues aux articles 3, 33, 78 et 83 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que les installations peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et peuvent être à l'origine d'une pollution accidentelle de l'air, des sols et des eaux, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et la salubrité publique ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure l'exploitant de l'établissement SCUC ECHAT OUEST de respecter les prescriptions qui lui sont applicables, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : OBJET ET DURÉE DE LA MISE EN DEMEURE**

À compter de la notification du présent arrêté, la société SCUC ECHAT OUEST sise au 14, rue Thomas Edison / rue Esquirol à Créteil, est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé :

- article 3 : « L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.  
L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. », dans un délai de 2 mois ;
- article 33 : « Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment :
  - les modes opératoires ;
  - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ;
  - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
  - la fréquence de contrôle de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ;
  - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité. », dans un délai de 1 mois ;
- article 78 : « Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO<sub>2</sub>, en NO<sub>x</sub>, en poussières et en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu. » dans un délai de 3 mois ;
- article 83 : « Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. » dans un délai de 5 mois.

## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 n'est pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

## **ARTICLE 4 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, le maire de Créteil, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et mis en ligne sur le site national de l'inspection des installations classées.

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne,

A handwritten signature in dark ink, consisting of a long horizontal stroke with a large loop at the end that curves upwards and back to the left.

Bachir BAKHTI

